

RADI RAF 2024 : TECHNOLOGIE DÉBORDANTE, SECTEUR EN BERNE



Les RAF (Rencontres Animation Formation) et les RADI (Rencontres Animation Développement et Innovation) sont un rendez-vous professionnel annuel angoumoisien. On y discute des dernières nouveautés et des prochaines évolutions techniques et scolaires, pendant quatre jours de conférences et tables-rondes. Ces événements ne sont pas à destination des artistes-technicien·nes et étudiant·es en école d'animation. Son public est majoritairement patronal, fait de postes cadres et permanents en studio, avec quelques intermittent·es en gestion de prod disséminé·es de ci de là, et des représentant·es d'écoles et d'organismes professionnels liés au secteur.

Nous n'y étions pas invité·es, mais nous avons cru comprendre que notre étude sur le fonctionnement des écoles d'animation payantes avait de grandes chances d'être mentionnée lors d'une conférence des RAF. Certains sujets nous ont paru suffisamment importants pour que nous fassions le déplacement et pour que nous assistions aux RAF sur deux jours. Pour ceux qui seraient intéressé·es à écouter l'ensemble des discussions, nous vous invitons à consulter la page Youtube de 3DVF, qui capte et diffuse l'événement.

Cet événement permet d'appréhender les sujets d'actualité du secteur du point de vue de nos producteurices, diffuseurices, développeuses et directeurices, qui diffèrent souvent de ceux des travailleuses et étudiant·es. D'où l'intérêt d'avoir des représentant·es de ces dernier·es dans la salle pour prendre la température. C'est Magelis, organisme charentais, qui organise ce rendez-vous avec l'aide de Véronique Dumon et Patrick Eveno, par ailleurs sponsorisé par nos syndicats patronaux. Cela explique en partie le ton des discussions, parfois quelque peu éloigné des réalités de terrain.

IA GÉNÉRATIVES À GOGO

Comme pour les RADI, les conférences et tables-rondes des RAF ont beaucoup tourné cette année autour des IAG.

Il n'a pas été rappelé le contexte de lutte syndicale qui progresse actuellement aux USA, ni les inquiétudes exprimées par de nombreuses travailleuses du secteur, que ce soit en ligne, auprès des syndicats français ou via des rencontres, notamment à l'AGRAF. Il ne fut pas non plus question de l'impact écologique désastreux de ces technologies ou des conditions de travail très dégradées des travailleuses, notamment kenyan·nes, qui entraînent les IAG. L'absence de législation adaptée en France concernant le droit d'auteur n'a été que très brièvement évoquée.

Les interventions ont globalement présenté les IAG comme un nouvel outil, déjà installé dans notre paysage professionnel, qu'on ne peut donc ignorer et que, de toute façon, tout le monde utilise déjà (rire jaune). Les prises de paroles ont été très paradoxales, certaines insistant sur le manque d'adaptation des dits outils à nos pipelines et workflows de production, alors que d'autres pensent qu'il est primordial de les apprendre aux étudiant·es, tout en précisant que son utilisation doit être raisonnée et utile (autant ne pas l'utiliser du tout de notre avis).

PLÉTHORES DE CHIFFRES ET PÉNURIE D'EMPLOI

La crise que traverse le secteur était aussi au cœur des conversations.

Bien qu'elle soit multifactorielle, le responsable s'est retrouvé réduit aux majors américaines, notamment les plateformes de SVOD, qui ont énormément diminué leurs investissements depuis environ deux ans, quitte à annuler des séries et long-métrages déjà entamés ou des saisons de séries à succès. Les choix des execs américains ces dernières années ont tellement été décriés que les travailleuses se sont organisé·es, ont rejoint leurs syndicats, et négocient actuellement un meilleur encadrement de leur secteur, pour moins de délocalisation et une protection contre les IAG.

De notre côté de l'Atlantique, il n'y a pas eu de mobilisations côté travailleuses. En revanche, on observe une volonté de nos producteurices de forcer les plateformes SVOD à investir une enveloppe plus conséquente dans la production nationale. Ils désirent aussi intégrer Youtube à la production nationale, car la plateforme ne se reconnaît pour l'instant pas comme diffuseur.

Les chiffres de l'emploi et du marché de 2023 d'Audiens et du CNC ont longuement été décortiqués. Et les indicateurs ne sont pas rassurants : il y a de grandes chances que les rapports soient encore moins joyeux l'année prochaine, quand sortiront les chiffres 2024. Anim France a reconnu que la mutation rapide et importante du marché avait pris les studios de court et que leur dépendance notable aux acteurs internationaux les ont rendus impuissants face à l'éclatement de la bulle américaine, en particulier celle du streaming.

Un intervenant d'Anim France estimait en parallèle une reprise plutôt vers 2026-2027. Plusieurs personnes du public ont alors pris la parole pour demander à ce que le secteur sorte de son inertie, réagisse et apprenne de cette crise.

Une des solutions sur le long terme serait de construire un secteur professionnel qui ne repose pas pour moitié sur des prestations internationales, trop instables, et qui ne cherche pas la croissance infinie dans une industrie culturelle très changeante et dépendante des nouvelles technologies.

Le cofondateur de l'ENSI a proposé d'organiser des Assises de l'animation pour organiser notre filière, la solidifier et stabiliser le secteur qui fonctionne de manière encore un peu artisanale, chaotique et individuelle. Ces assises concerneraient, on l'espère, les écoles et les studios, afin de rassembler TOUSTES les actrices du milieu. En espérant donc que les syndicats de travailleuses et associations ne soient pas mis sur le carreau lors de ces négociations. Anim France a répondu qu'ils travaillent dessus avec le SPI mais qu'une ouverture à d'autres organismes pourrait être envisageable.

Autant dire qu'il va falloir se faire entendre !

LABELLISATION ET ENCADREMENT DES ÉCOLES D'ANIMATION

Enfin, que seraient les RAF sans un questionnement autour des écoles ?

Le RECA a pu rappeler sa volonté de labelliser les écoles de son réseau, via un audit. Ils ont reconnu que la menace de la concurrence et la multiplication des cursus n'allaient pas dans le sens d'une formation de qualité pour le secteur. Ils ont annoncé vouloir clarifier l'offre d'enseignement, et ont travaillé, avec sept écoles sur la trentaine que compte de leur réseau, à déterminer la forme du label et des normes qui seront imposées.

Même s'il s'agit d'un premier pas encourageant, cela reste à notre sens insuffisant, n'incluant par exemple pas de contrôle de taille des classes, du nombre total d'élèves, de la formation des professeur·es et des membres de l'équipe pédagogique. Il n'a pas non plus été question d'être plus transparent quant aux nombre d'inscrit·es et diplômé·es annuel·les dans chaque école.

Les écoles hors RECA sont quant à elles toujours libres de faire ce que bon leur semble, réduisant l'intérêt du contrôle exercé, surtout vu le nombre d'écoles de grands groupes apparaissant tous les ans sur le marché.

LIVE TWEETS

A défaut de vous proposer un compte-rendu complet, conférence par conférence, qui risquerait d'être indigeste, nous vous recommandons de jeter un œil aux live tweets de chaque conférence des RAF auxquelles nous avons assisté. Nous vous rappelons que vous pouvez également trouver l'ensemble des conférences disponibles sur la chaîne Youtube de 3DVF.

- Les impacts des IAG sur les métiers de l'animation, avec Jean Condé, de l'AFDAS
- Actualité formation professionnelle, avec Guillaume Doisneau, de l'AFDAS
- La formation des managers (gestion de prod), avec Odile Perrin, du Socle, et Eloa Sahira, consultante RH
- L'accès des femmes aux métiers techniques, avec Marion Poittevin, dir tech chez Miam, et Lily Candalh-Touta, de l'école TUMO
- Forum écoles / studio, initiative de Noranim en direction des étudiant•es, avec Pierre Le Pivain, directeur pédagogique de Rubika et Mathieu Liégeois, dirigeant et producteur chez Tchack!
- RECA et le processus de labellisation des écoles, avec Anne Le Tallec, présidente du RECA et directrice de l'Institut Sainte-Geneviève, et Simon Vanesse, directeur général d'ArtFX.
- Former au temps de l'IAG, avec Stéphane Chung, responsable d'enseignement à l'INA, Sandra Mellot, directrice recherche et développement à l'ESMA, et Jean-François Ramos, directeur pédagogique d'ISART Digital.
- Dialogue employeurs et syndicats de salarié•es, avec Jean-Luc Ballester, du SNTPT, Cédric Chapeleau, de la CNT, Christophe Pauly, de F3C-CFDT, François Caillé, d'Anim France, et Jules Gonthier, de la FICAM (Louise Lebecq, de la SPI, était malheureusement absente).
- Creative Handicap, au service de l'inclusion, avec Nicolas Pierret, directeur de Creative Handicap.
- Les chiffres de l'emploi, avec François Caillé, d'Anim France, Philippe Degardin, d'Audiens, et Ségolène Dupont, du CPNEF.
- Les chiffres du marché de l'animation en France en 2023, avec Cécile Lacoue, du CNC, et Stéphane Le Bars, d'Anim France.
- Portrait de l'IDEM, avec Pierre Roca, directeur associé de l'IDEM.
- Alumni, un réseau à cultiver, avec Stéphane André, directeur général de RUBIKA et Clémentine Pollet, de Datalumni.